



INSTITUT POUR L'INNOVATION
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

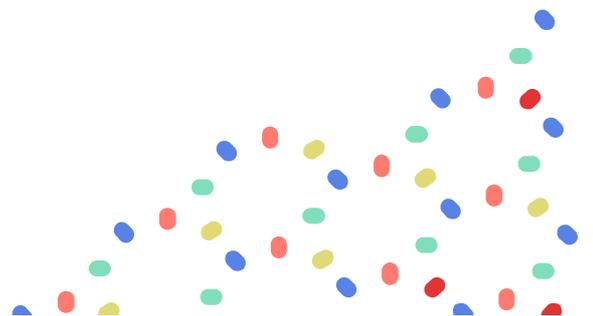
LES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET LES MARCHES DU TRAVAIL EN EUROPE

-

Décembre 2017

FABRIQUE
D'IDÉES

40, rue du Colisée
75008 Paris
2IES.fr



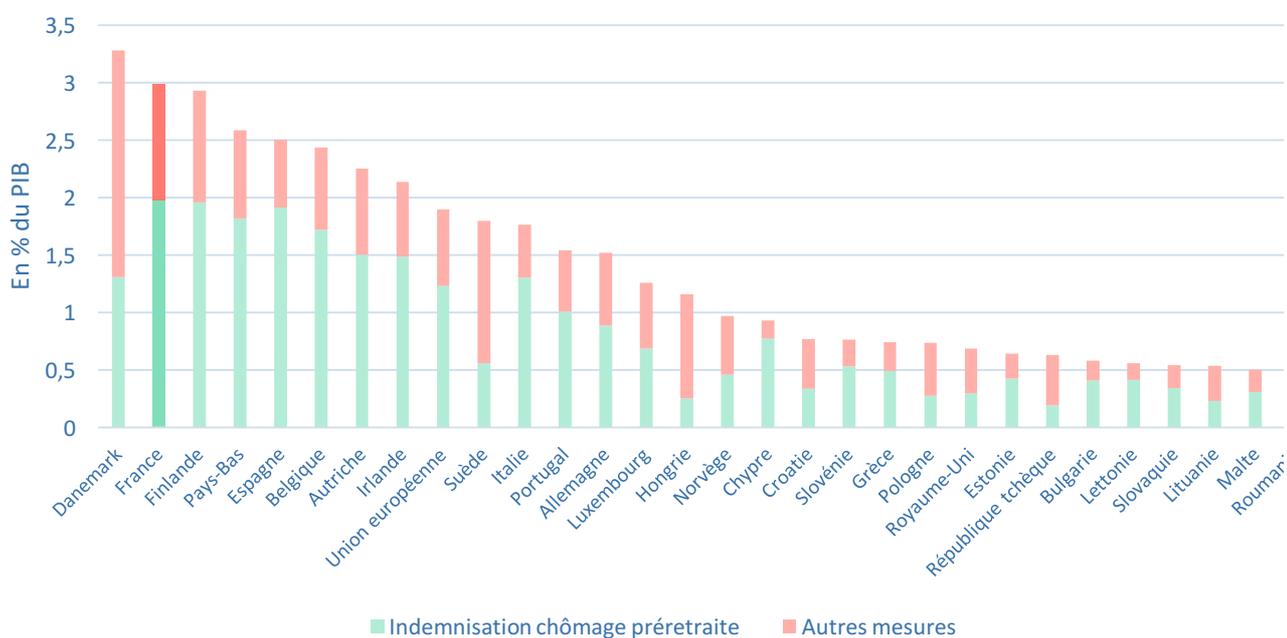
LES DEPENSES POUR L'EMPLOI

La France se distingue par un effort public considérable en matière de politiques pour l'emploi. En 2015, elle dépensait ainsi plus de 65 milliards d'euros pour l'ensemble des politiques publiques de l'emploi, quand l'Allemagne était à 46 milliards d'euros malgré une population largement plus importante, et l'Italie à 29 milliards pour une population similaire.

En part du PIB, seul le Danemark était recensé comme dépensant davantage au sein de l'Union européenne.

Les politiques publiques de l'emploi en Europe

Eurostat, 2015 - sauf Royaume-Uni 2010, Union européenne 2011, Malte 2014

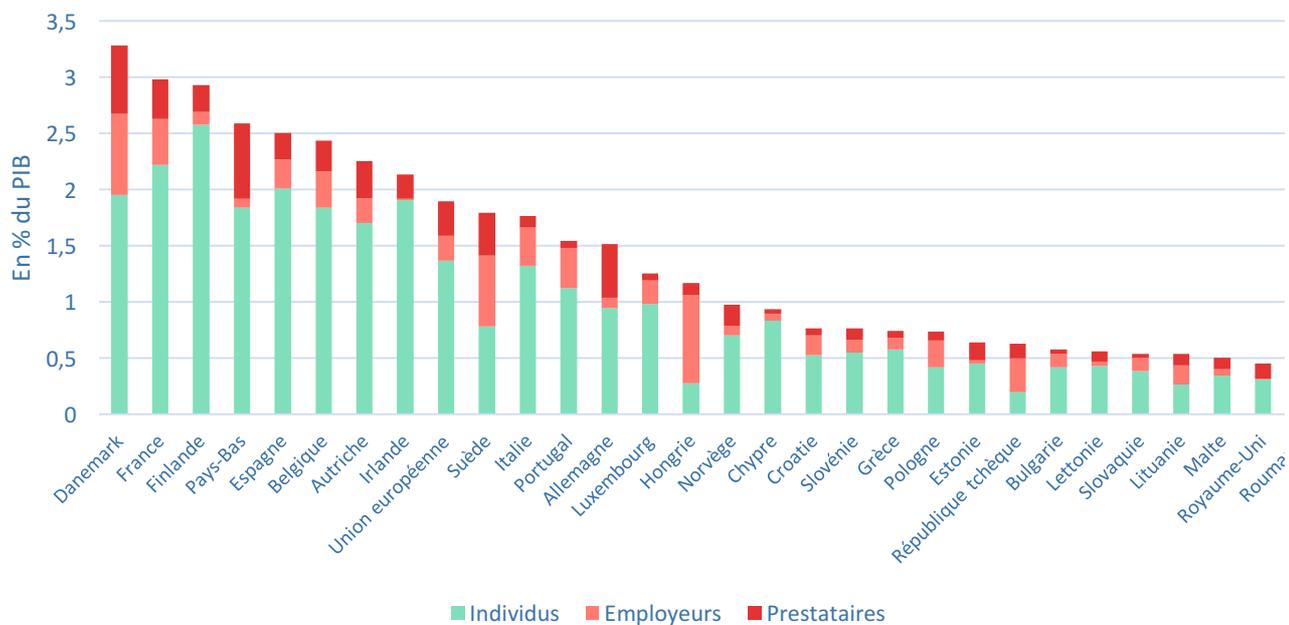


De surcroît, la France est seule en tête pour la part de ces politiques consacrée à l'indemnisation du non-emploi (chômage ou préretraite – en France, cette seconde catégorie s'est éteinte) au sein de l'Union européenne, alors même que plusieurs pays enregistrent des taux de chômage plus importants.

En observant cette fois ces politiques par catégorie de bénéficiaire des transferts effectués, on peut observer que la France privilégie largement les individus – dépassée seulement par la Finlande pour la part du PIB qu’ils reçoivent – tout en ayant une part significative de ces transferts au profit des employeurs – notamment au titre des emplois aidés.

Bénéficiaires des politiques de l'emploi par nature des transferts en Europe

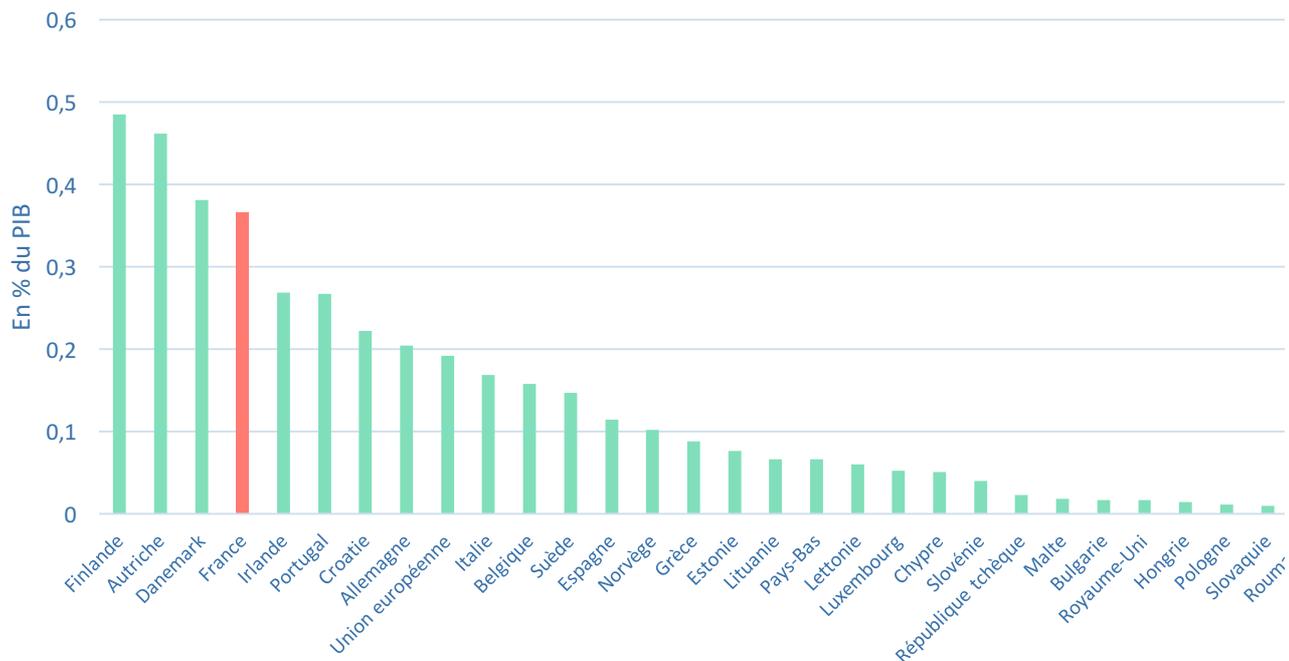
Eurostat, 2015 - sauf Royaume-Uni 2010, Union européenne 2011, Malte 2014



De manière plus spécifique, l'effort public en matière de formation professionnelle (au sens des politiques publiques de l'emploi, hors dépenses du secteur public pour la formation de ses agents) se situe par ailleurs déjà à haut niveau en France : environ 8 milliards d'euros en 2015.

Dépenses publiques de formation professionnelle en Europe

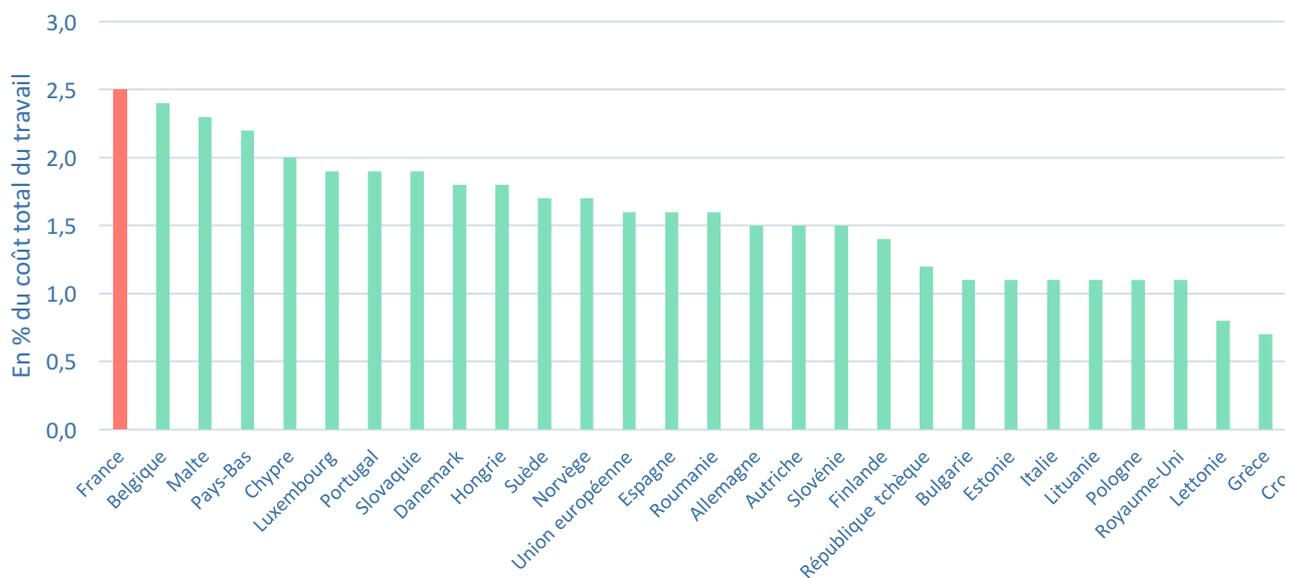
Eurostat, 2015 - Royaume-Uni, 2010, Union européenne 2011, Malte 2014



Un effort qui se retrouve également dans les dépenses de formation professionnelle engagées cette fois par les entreprises, à titre obligatoire ou facultatif. La France est ainsi en tête de la dernière étude d'Eurostat sur le sujet (2010) pour l'effort consenti par les entreprises en termes de dépenses de formation professionnelle relativement à leur masse salariale.

Coût des dépenses des entreprises liées à la formation professionnelle des salariés, tous secteurs

Eurostat, 2010



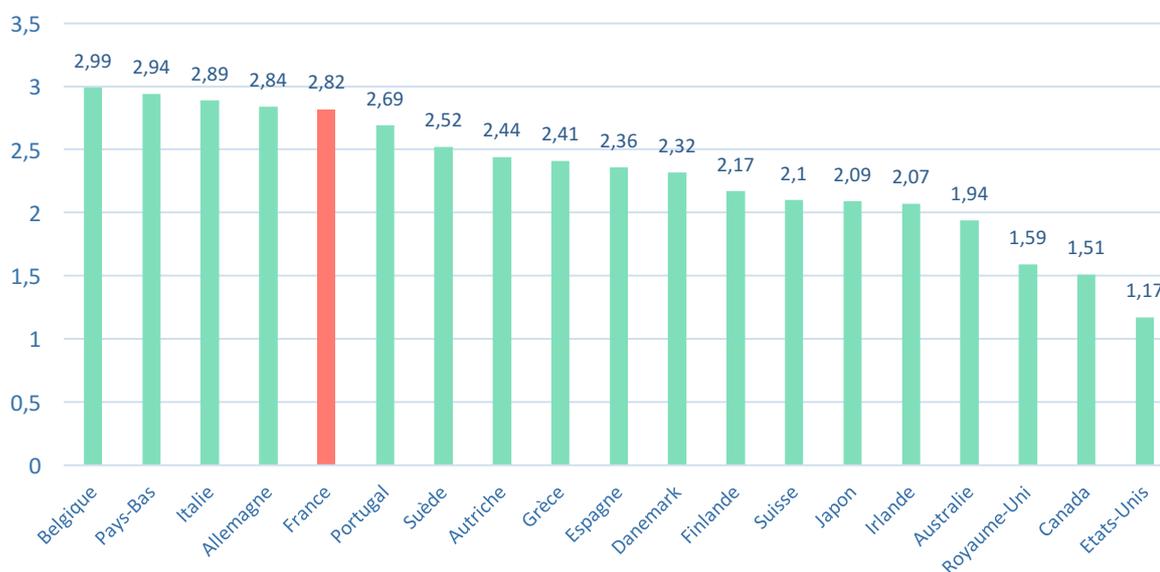
LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Il est naturellement plus délicat de comparer rigoureusement les réglementations du marché du travail que les dépenses des politiques de l'emploi. Toutefois, différents organismes essaient de catégoriser les réglementations selon les pays, en particulier l'OCDE.

Plusieurs sujets sont abordés dans ces études. Par exemple, la rigueur de la législation des licenciements individuels et collectifs, pour laquelle la France se situe parmi les pays les plus protecteurs des salariés (indice calculé sur 13 critères). Les pays anglo-saxons s'avèrent, eux, les plus souples en matière de régulation des licenciements.

Indice de la rigueur de la législation sur les licenciements individuels et collectifs

OCDE, 2013 - Plus la valeur est élevée, plus la législation est stricte



Il en va de même de l'encadrement de l'emploi temporaire (CDD ou intérim, par exemple), pour laquelle la France est même cette fois classée par l'OCDE comme le pays à la régulation la plus stricte (indice établi à partir de 8 critères). Là encore, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni ne dérogent pas à leur réputation de marché du travail flexible.

Indice de la rigueur de la régulation sur les emplois temporaires

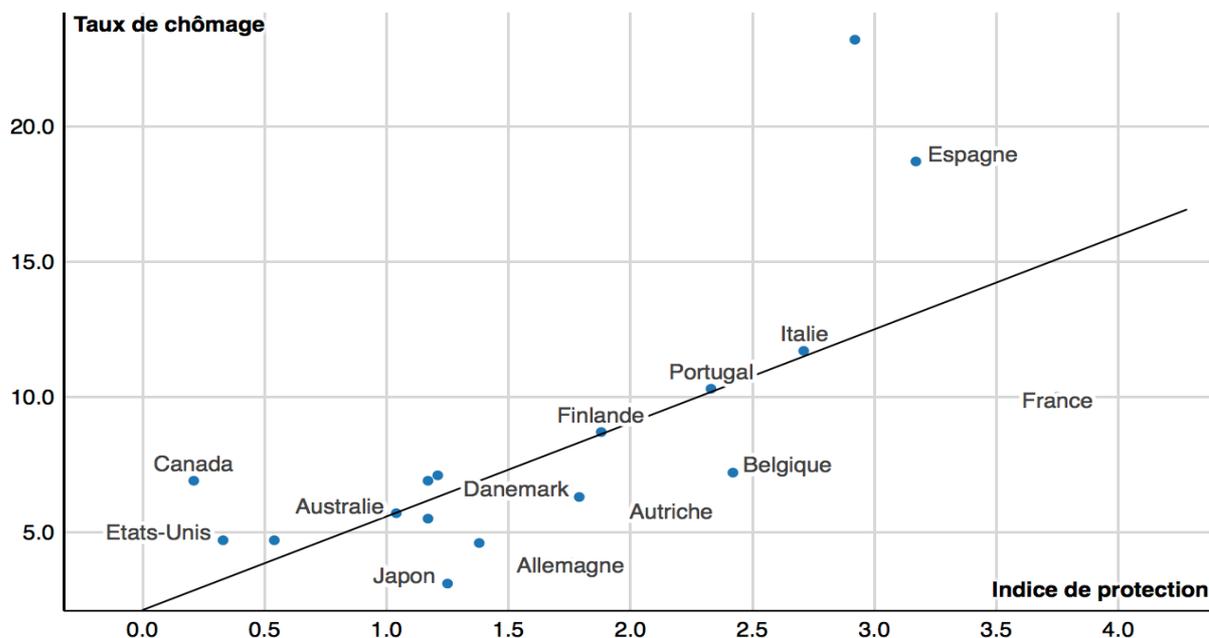
OCDE, 2013 - Plus la valeur est élevée, plus la législation est stricte



Il est à noter que lorsqu'on rapproche ce dernier indicateur du taux de chômage observé, la corrélation est assez nette¹.

Taux de chômage et protection des emplois temporaires

Taux de chômage en % de la population active (2016) et niveau de protection de l'emploi temporaire selon l'OCDE (plus la valeur est élevée, plus la protection est forte).



Source: OCDE

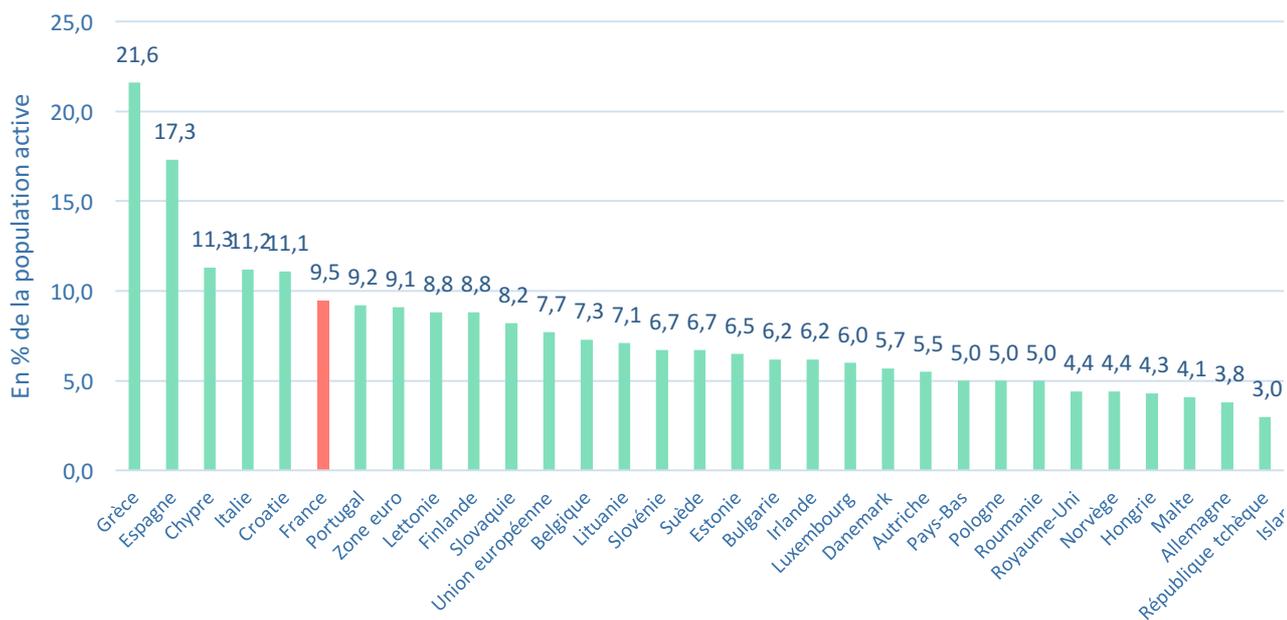
¹ Coefficient R² de la régression linéaire de 0,44

LES PRINCIPALES DONNEES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'efficacité des politiques de l'emploi et des régulations du marché du travail s'apprécie le plus souvent à l'aune du taux de chômage rencontré dans les pays. La performance de la France en la matière est assez médiocre, puisque son taux de chômage se situe au-dessus des niveaux moyens en zone euro et dans l'Union européenne à la mi-2017.

Taux de chômage en % de la population active

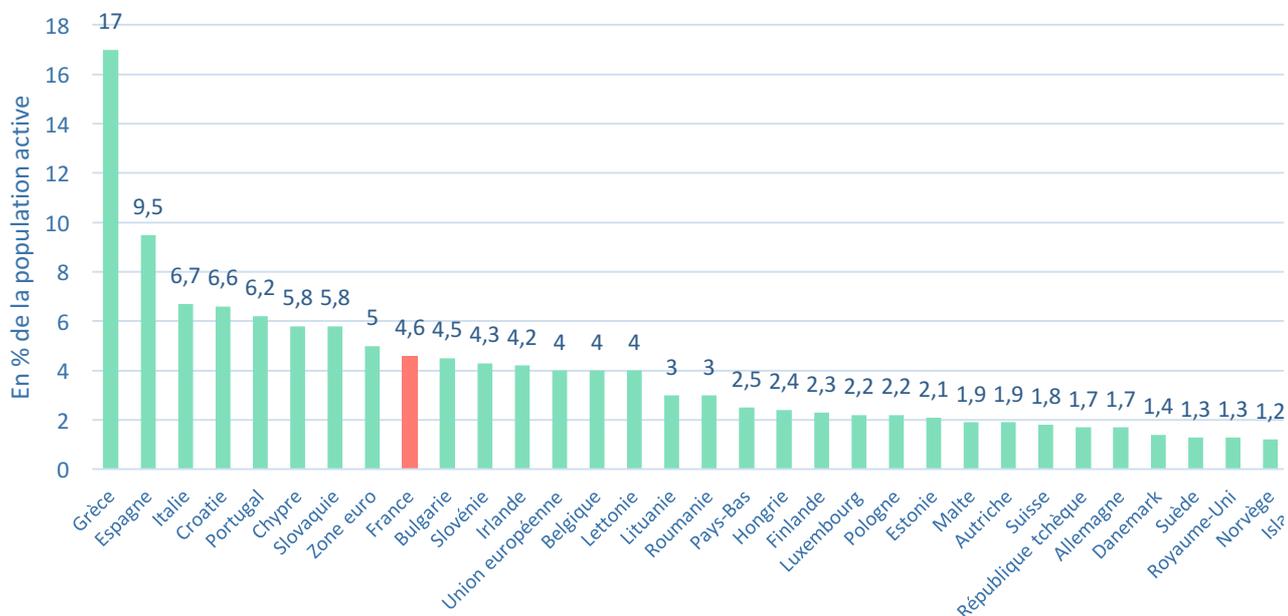
Eurostat, T2 2017



La France s'en sort à peine un peu mieux dans la comparaison des taux de chômage de long terme (personnes au chômage depuis au moins 1 an).

Taux de chômage de long terme

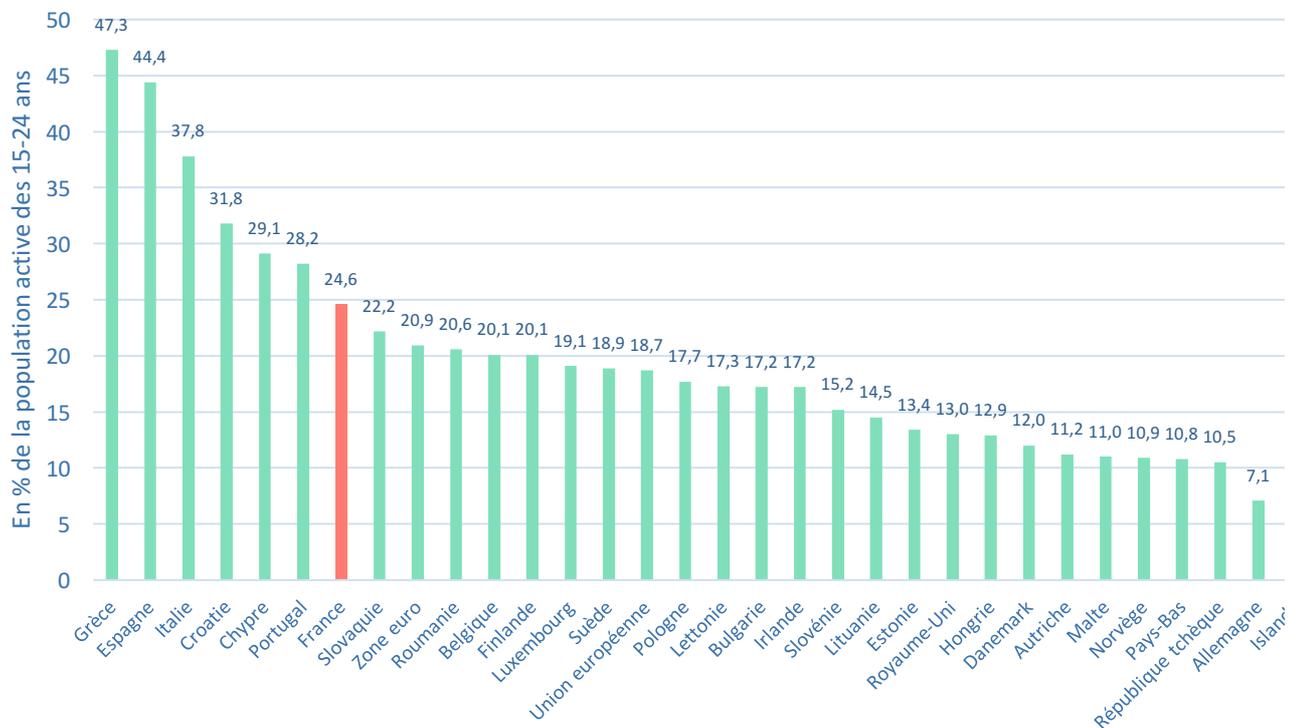
Eurostat, 2016



La donnée spécifique aux 15-24 ans est également peu flatteuse pour la France, avec un taux de chômage de 24,6% en 2016 pour cette classe d'âge, supérieur seulement dans 6 pays du Sud.

Taux de chômage des 15-24 ans en Europe

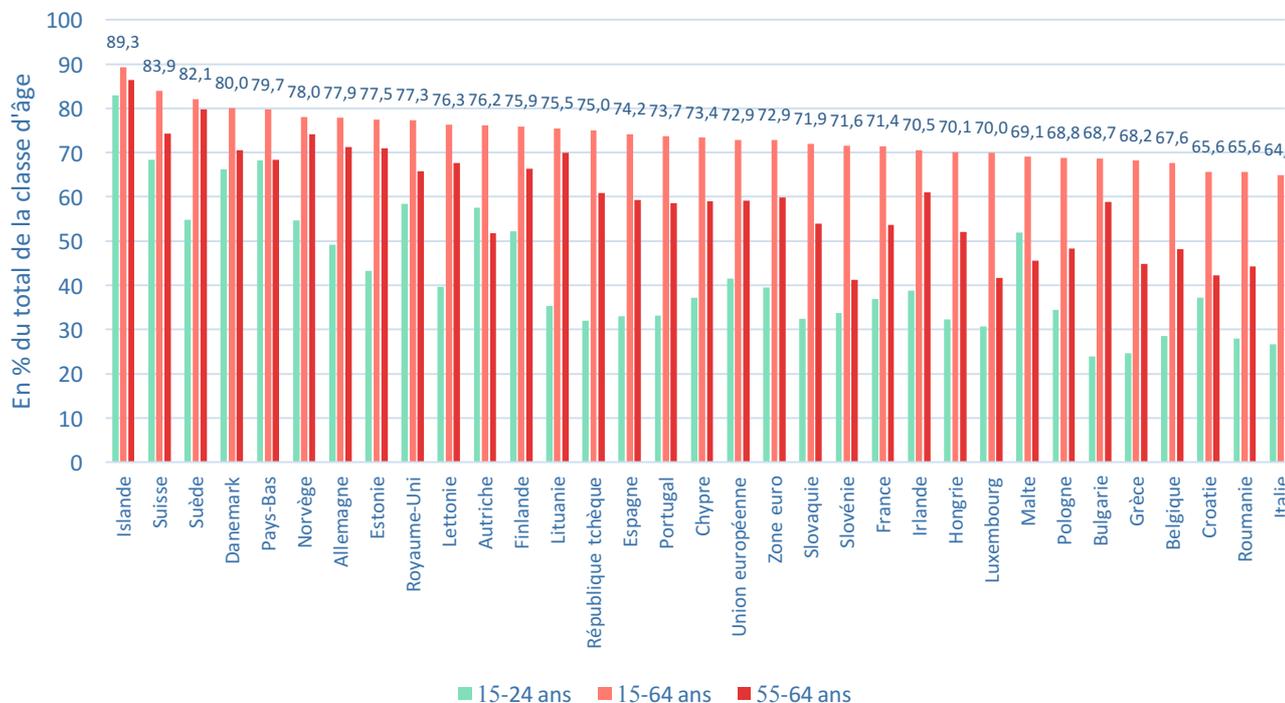
Eurostat, 2016



Toutefois, l'appréciation du seul taux de chômage peut masquer des taux de participation au marché du travail très variables selon les pays et les classes d'âge. L'analyse de la performance du marché du travail doit donc être complétée par celle des taux d'activité et d'emploi.

Taux d'activité par tranche d'âge en Europe

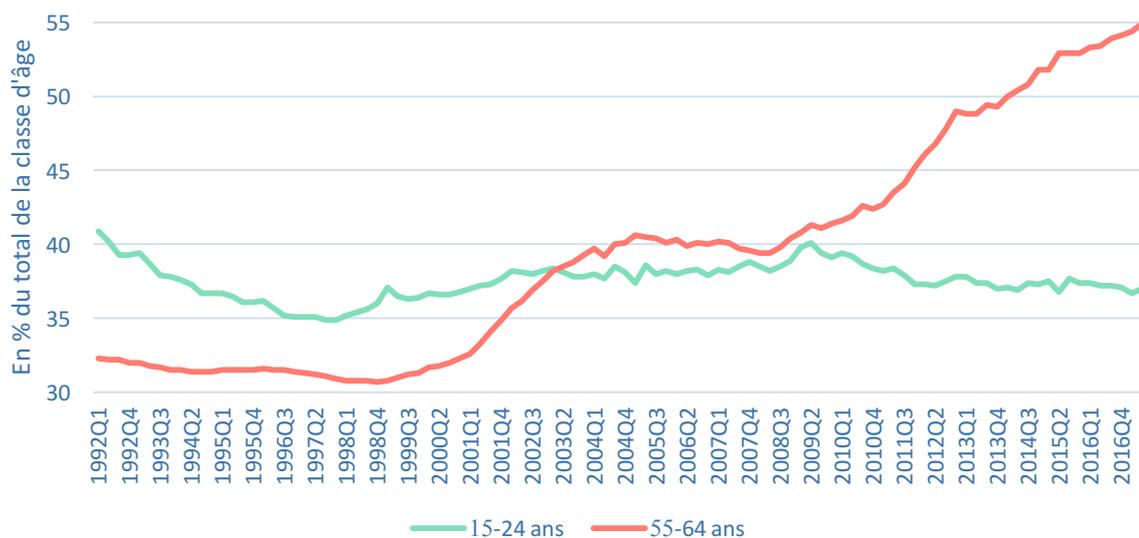
Eurostat, 2016



Là aussi, la France se situe sous les moyennes de la zone euro et de l'Union européenne pour les taux d'activité sur la plage 15-64 ans, avec notamment des taux relativement faibles aux extrêmes de la classe d'âge, c'est-à-dire pour les 15-24 ans et les 55-64 ans.

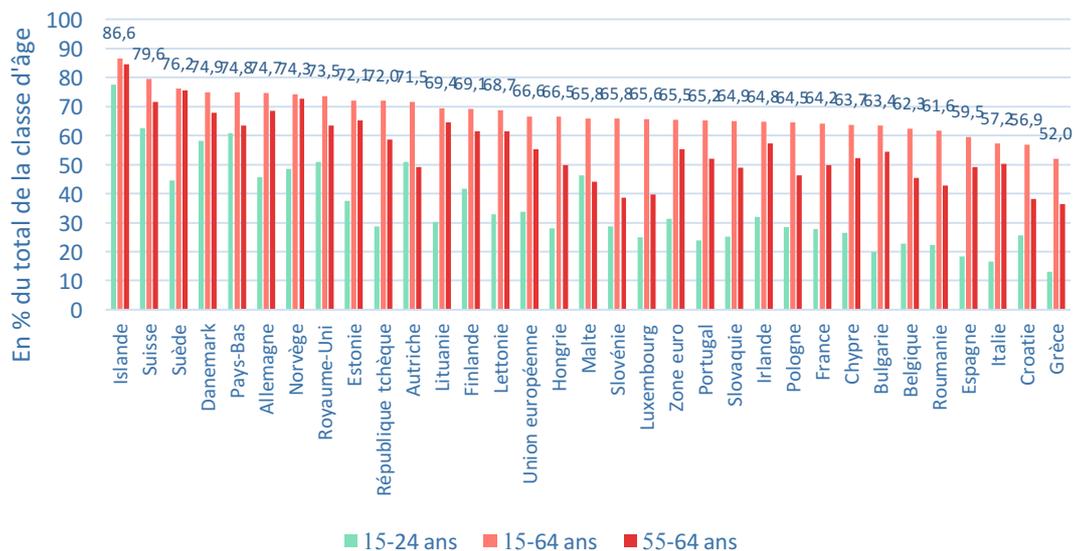
Toutefois, si le taux d'activité des jeunes s'est stabilisé à un niveau faible, compte tenu de la massification des études supérieures non professionnelles, les réformes successives des régimes de retraites ont conduit à un relèvement très fort du taux d'activité des 55-64 ans depuis les années 90.

Taux d'activité des jeunes et des seniors en France
métropolitaine
Eurostat, données CVS



Compte tenu d'un chômage élevé à ces âges extrêmes de la vie active, les écarts sur les taux d'emploi sont encore plus marqués que pour les taux d'activité entre la France et les moyennes européennes.

Taux d'emploi en Europe par tranche d'âge Eurostat, 2016



Ces niveaux encore faibles d'activité et d'emploi des jeunes et même des seniors conduisent naturellement la France à enregistrer une durée moyenne de vie active plutôt plus faible que dans la zone euro et l'Union européenne.

Durée moyenne de la vie active

Eurostat, 2016

